



CSE Siège du 12 juillet 2022 **Déclaration de l'intersyndicale**

SUPPRESSION DES EDITIONS NATIONALES DE FRANCE 3 : LA DIRECTION ROMPT LE DIALOGUE SOCIAL !

Fait sans précédent, l'ensemble des organisations syndicales du CSE Siège a quitté la salle, après le refus de la direction d'expliquer le projet TEMPO. La suppression brutale des éditions nationales de France 3 aura des conséquences pour de nombreux salariés : journalistes, techniciens, administratifs... En réponse, quelle attitude ont adopté les principaux porteurs du projet ? Pire que le mépris, la politique de la chaise vide.

Ni la présidente, ni le directeur des antennes et des programmes, ni le directeur de l'information, ni le directeur du réseau régional France 3 n'ont jugé bon de venir s'expliquer face aux élus du Siège.

Mais où étaient-ils ?

Déjà en vacances après avoir lancé leur bombe à fragmentation ?

Pas du tout !

Delphine Ernotte, devant sa webcam, répondait « en direct » aux questions posées par les salariés.

Laurent Guimier, était en mission déminage du projet Tempo à France Info puis à la rédaction nationale.

Et ce n'était pas la première fois, puisqu'il avait déjà échangé avec la SDJ de France 2. Celui que certains surnomment « l'illusionniste » a ainsi fait disparaître les corps intermédiaires. M. Guimier n'a pas eu l'aplomb de faire face aux élus du CSE Siège qui sont pourtant les premiers remparts face à ce funeste projet.

Son courage légendaire, l'aurait-il abandonné ? A-t-il été empêché ?

A-t-il craint de voir ses propos, parfois à géométrie variable, retranscrits dans un procès-verbal ? Que les salariés ne s'y trompent pas, les promesses de la direction dans le cadre de discussions informelles, n'engagent que ceux qui les croient.

En revanche, ce qui est prononcé en CSE fait foi. Depuis vendredi, tout a été fait pour contourner cette instance et éluder le débat avec vos représentants. Un scénario à rebondissements qui a parfois frisé le ridicule. Un point inscrit à l'ordre du jour que le président a d'abord souhaité reporter avant de se raviser à la dernière minute. Le risque d'un délit d'entrave a-t-il conduit la direction à revoir sa copie ? En clair, la proposition faite à vos élus consistait finalement à débattre, mais avec le seul président du CSE qui n'a ni l'expertise, ni la maîtrise du projet. Sans lui faire offense, une mascarade !!!

Une provocation supplémentaire ! Tous les syndicats qui ont dénoncé cette volonté de contourner les instances ont donc décidé de ne pas siéger. L'unanimité dans la volonté de claquer la porte. Une réponse à la hauteur du mépris affiché par la direction qui n'a absolument pas pris la mesure de la détresse et de l'inquiétude des salariés. Le président de l'instance a ensuite fait le choix de dérouler les points à l'ordre du jour, en l'absence des organisations syndicales.

Une stratégie non pas de dialogue social mais de monologue social que vos élus dénoncent unanimement car elle n'augure rien de bon... Avec le projet Tempo, la direction est à contretemps pour ne pas dire à côté de la plaque.

Cela ne fait aucun doute, la rentrée sera chaude à France Télévisions. Les organisations syndicales vous assurent de leur vigilance et de leur mobilisation pour que Tempo ne soit pas un projet de destruction massive.

Paris, le 12 juillet 2022